

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 7 JUILLET 1927

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée de l'examen du Projet de Loi portant approbation des projets de Conventions élaborés à Genève par la Confédération Internationale du Travail et concernant respectivement la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.

(Voir les nos 152 (session de 1925-1926), 274 (session de 1926-1927) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 6 et 7 juillet 1927.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président ; POLET, le vicomte Adrien VILAIN XIII, VOLCKAERT et CARNOY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Votre Commission vous propose à l'unanimité d'adopter le projet de loi voté par la Chambre des Représentants, portant approbation de trois conventions adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail de la Société des Nations réunie à Genève en 1925.

* *

La première se rapporte à la réparation des accidents du travail.

Elle implique l'obligation, pour les Etats qui s'y rallient, d'appliquer un système de réparation des accidents du travail, conférant aux victimes des avantages au moins égaux à ceux prévus par la Convention. Il en résulte que l'économie de la loi belge sur cet objet ne sera en rien atteinte, car notre législation est, dans ses grandes lignes, entièrement conforme aux principes proclamés à Genève. Il sera nécessaire,

toutefois, de modifier notre loi du 24 décembre 1923, qui n'assujettit pas obligatoirement : 1° les exploitations industrielles occupant moins de cinq ouvriers ; 2° les entreprises agricoles et commerciales où l'on emploie habituellement moins de trois ouvriers. La Convention de Genève, en effet, s'applique à tous les ouvriers, quelle que soit l'importance de l'entreprise. Nous ne pourrions que nous féliciter de voir le Gouvernement amené à présenter d'ici à peu de temps un projet de loi étendant à ces petites entreprises la protection assurée à l'ouvrier de la grande industrie. Ce genre d'exceptions est, en effet, injustifiable en équité. Il ne se comprend que par le désir des législateurs de 1903 de procéder par étapes et de n'atteindre d'abord que les exploitations où l'application de la loi offrirait le moins de difficultés.

Une autre innovation (art. 6), concerne le délai de carence. La Convention prévoit, en effet, que l'indemnité doit

être allouée au plus tard à partir du cinquième jour après l'accident. En Belgique, la réparation n'existe que pour autant que l'incapacité ait duré plus d'une semaine.

L'expérience a démontré que loin d'éviter la fraude, cette disposition l'encourage, car elle a effet rétroactif et elle a souvent pour résultat d'amener les accidentés à prolonger leurs absences au delà de huit jours. Ici encore donc la modification qui s'imposera sera un progrès.

De même, les stipulations de l'article 10 établissant le droit à la fourniture et au renouvellement normal, aux frais de l'employeur ou de l'organisme d'assurance, des appareils de prothèse et d'orthopédie, nécessitera une mise au point de notre législation actuelle, mais, en fait, on ne fera ainsi que mettre la loi d'accord avec les mœurs.

Sur les autres points, la Convention est assez large pour ne nécessiter aucune révision de la loi belge. Elle ne fait, en somme, que consacrer les principes qui ont présidé à la formulation de celle-ci et elle contribuera à unifier dans le même sens les réglementations en vigueur dans les différents pays. Aussi, ne comprendrait-on guère que le législateur belge hésite à prendre position au plus tôt parmi les nations ralliées à la Convention de Genève. Elle ne fera ainsi que prendre devant le monde entier l'engagement déjà contracté il y a vingt-quatre ans, envers ceux qui ont souffert dans leurs corps pour avoir par leur labeur voulu assurer leur pain quotidien et celui des leurs, tout en contribuant à la production nationale.

* *

Si la Convention concernant la réparation aux accidents du travail n'introduisait aucun principe nouveau dans notre législation, il n'en était pas de même de celle tendant à indemniser

de même sorte les victimes de maladies professionnelles.

Depuis longtemps, on reconnaissait que pareille extension s'imposait, mais pour des raisons pratiques, on avait hésité à franchir cette nouvelle étape dans le mouvement entraînant irrésistiblement les législateurs contemporains à atténuer les divers genres de souffrances résultant de l'état social et économique du monde moderne.

Il semblait difficile de définir la maladie professionnelle et d'en établir sans conteste l'existence chez ceux qui se présenteraient pour jouir des avantages que devait conférer une loi visant à indemniser ceux dont la santé avait été gravement et durablement compromise en raison même de la participation à un travail déterminé.

Malgré cela, on réussit à mettre à Genève sur pied un projet de convention qui fut adopté à l'unanimité, et l'on sait que le Gouvernement belge, avant même de nous proposer la ratification de celle-ci, a fait adopter récemment par le Sénat un projet de loi qui en applique les principes. On peut même dire que la loi belge sera plus généreuse que son prototype, car elle ne fait pas l'énumération limitative des affections que l'on doit regarder comme maladies professionnelles. Elle laisse déterminer la chose par arrêté royal.

Le Sénat n'hésitera donc pas à approuver le projet de loi ratifiant une Convention internationale qui ne fait que recommander l'adoption de mesures qu'il a lui-même votées avec plus d'amplitude, il y a quelques semaines.

* *

La troisième Convention tend à assurer dans les divers pays l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, en matière de réparation des accidents du travail.

Il s'agit donc encore une fois d'un complément nécessaire à notre législation sur ce dernier objet.

Comme la Belgique ne fait pas de distinction entre nationaux et étrangers, quant à la réparation des accidents du travail, et qu'elle a déjà conclu avec les pays voisins des conventions particulières, en cette matière, basées sur le principe de la réciprocité, la ratification de cette nouvelle Convention ne changera que peu de chose à la situation existante.

Il est toutefois encore des nations où nos ouvriers sont privés du bénéfice d'une réparation en cas d'accident survenu dans les exploitations auxquelles ils prêtent leurs bras.

Il est donc de l'intérêt de la Belgique d'entraîner, par son exemple, ces pays à se rallier au principe proclamé à Genève et, par conséquent, d'être une des premières nations à ratifier la Convention. Cela est d'autant plus vrai, que nous sommes avec l'Italie un des pays qui exporte le plus de main-d'œuvre.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
A. CARNOY.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 7 JULI 1927

Verslag uit naam der Commissie voor Buitenlandsche Zaken belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot goedkeuring der ontwerpen van overeenkomst opgemaakt te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie betreffende het herstel van schade wegens beroepsziekten, wegens arbeidsongevallen en de gelijkheid van behandeling der vreemde en inheemsche arbeiders inzake herstel van arbeidsongevallen.

(Zie den^{rs} 152 (zitting 1925-1926), 274 (zitting 1926-1927) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 6 en 7 Juli 1927.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter ; POLET, Burggraaf Adrien VILAIN XIII, VOLCKAERT en CARNOY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie stelt U eenparig voor het door de Kamer aangenomen wetsontwerp goed te keuren, houdende bekrachtiging van drie overeenkomsten bijgetreden door de Algemeene Conferentie van den Volkenbond tot internationale inrichting van den Arbeid, vergaderd te Genève in 1925.

*
* *

De eerste betreft de vergoeding der arbeidsongevallen. Zij behelst, voor de Staten die er zich bij aansluiten, de verplichting een stelsel van vergoeding der arbeidsongevallen toe te passen, dat aan de slachtoffers voordeelen toekent die althans gelijkstaan met die bij de Overeenkomst voorzien. Hieruit vloeit voort dat de economie der desbetreffende Belgische wet hoegenaamd niet zal worden aangetast, omdat zij in de groote trekken volkomen strookt met de te

Genève aangenomen beginselen. Het zal evenwel nooder zijn onze wet van 24 December 1923 te wijzigen, waaraan niet verplichtend zijn onderworpen :

1^o De nijverheidsondernemingen, die minder dan vijf werklieden in dienst hebben;

2^o De landbouw- en handelsbedrijven waar gewoonlijk minder dan drie werklieden in dienst zijn.

Immers, de Overeenkomst van Genève is toepasselijk op al de werklieden, welke ook de belangrijkheid der onderneming is. Wij kunnen ons er enkel over verheugen de Regeering er toe genoopt te zien eerlang een wetsontwerp in te dienen waarbij tot deze geringe bedrijven wordt uitgebreid de bescherming aan den arbeider uit de grootnijverheid verzekerd.

Deze uitzonderingen zijn immers onbillijk en onverdedigbaar. Zij zijn slechts begrijpelijk door het verlangen der wetgevers van 1903 om geleidelijk te werk

te gaan en vooreerst slechts de exploitaties te treffen waar de toepassing der wet met de geringste bezwaren zou gepaard gaan.

Eene andere nieuwigheid (art. 6) betreft den wachttijd. De Overeenkomst voorziet immers dat de vergoeding dient toegekend ten laatste vanaf den vijfden dag na het ongeval. In België bestaat er slechts vergoeding bijaldien de werk-onbekwaamheid meer dan één week heeft geduurd.

De ervaring heeft bewezen dat deze bepaling, verre van het bedrog te voorkomen, hetzelfde aanmoedigt omdat zij terugwerkende kracht en vaak voor gevolg heeft de slachtoffers van ongevallen aan te zetten langer dan acht dagen afwezig te blijven. Hier nog zal de geboden wijziging bijgevolg een vooruitgang zijn.

Eveneens zullen de bepalingen van artikel 10, — waarbij wordt bepaald dat de slachtoffers recht hebben op de levering en de normale hernieuwing, door den werkgever of door het verzekeringsorganisme, der prothese- en orthopaëdische toestellen —, eene wijziging onzer huidige wetgeving vergen, doch in feite zal men aldus de wet slechts in overeenstemming brengen met de gebruiken.

Op andere punten is de Overeenkomst ruim genoeg om geenerlei herziening der Belgische wet te vergen. In feite bekrachtigt zij enkel de beginselen die het opmaken onzer wet hebben ingegeven, en zij zal er toe bijdragen in denzelfden zin eenheid te brengen in de van kracht zijnde bepalingen in de onderscheiden landen. Ook zou men geenszins begrijpen dat de Belgische wetgever zou aarzelen zich ten spoedigste te scharen bij de landen die zich bij de Overeenkomst van Genève hebben aangesloten. Aldus zal België tegenover de heele wereld slechts de verbintenis aangaan, die het vóór vier en twintig jaar reeds op zich heeft genomen jegens hen die bij lijve hebben geleden om, door hun arbeid, hun dagelijksch brood en dit

van hun gezin te hebben willen verzekeren, terwijl zij tevens het hunne bijdroegen tot 's lands voortbrengst.

* * *

Indien er bij de Overeenkomst betreffende de vergoeding der arbeidsongevallen geenerlei nieuw beginsel in onze wetgeving werd gebracht, was het niet aldus gesteld met de Overeenkomst betreffende het herstel van beroepsziekten.

Lang reeds erkende men dat dergelijke uitbreiding geboden was, doch wegens praktische redenen had men geaarzeld dezen nieuwen stap te doen op den weg waarop de hedendaagsche wetgevers onweerstaanbaar worden voortgedreven, ten einde de onderscheidene soorten van lijden te lenigen die de maatschappelijke en economische toestand der moderne wereld teweegbrengt.

Het leek moeilijk de beroepsziekte te bepalen en stellig te bewijzen dat hierdoor zijn aangetast zij die zich zouden aanbieden om de voordeelen te genieten, welke moesten worden toegekend door eene wet er toe strekkende eene vergoeding te verleenen aan de personen wier gezondheid ernstig en bestendig werd in gevaar gebracht uit hoofde zelf hunner deelneming aan een bepaald werk.

Spijts dit alles is men er in geslaagd te Genève een ontwerp van Overeenkomst tot stand te brengen dat eenparig werd goedgekeurd; men weet dat de Belgische Regeering, vooraleer zelfs ons de bekrachtiging dezer overeenkomst voor te stellen, onlangs door den Senaat een wetsontwerp heeft doen goedkeuren dat de beginselen derzelve in toepassing brengt. Men kan zelfs zeggen dat de Belgische wet edelmoe-diger zal zijn dan haar oorspronkelijk model; immers zij geeft geen beperkende opsomming der kwalen welke als beroepsziekten dienen beschouwd. Zij laat aan een Koninklijk besluit de zorg over zulks te bepalen.

De Senaat zal bijgevolg niet aarzelen zijn goedkeuring te hechten aan het wetsontwerp tot bekrachtiging eener internationale overeenkomst, die slechts aanbeveelt maatregelen bij te treden welke hij zelf vóór enkele weken nog ruimer heeft gestemd.

* *

De derde Overeenkomst strekt er toe in de onderscheiden landen de gelijkheid van behandeling der vreemde en inheemsche arbeiders te verzekeren in zake herstel van arbeidsongevallen.

Het geldt dus eens te meer eene onontbeerlijke aanvulling onzer wetgeving op dit laatste punt.

Daar België geen onderscheid maakt tusschen landgenooten en vreemdelingen, wat het herstel der werkongevallen betreft, en met naburige landen reeds bijzondere overeenkomsten te dezer zake heeft gesloten, gesteund op het beginsel der wederkeerigheid, zal de bekrachti-

ging dezer nieuwe overeenkomst slechts weinig verandering brengen in den bestaanden toestand.

Er zijn evenwel nog landen, waar onze werklieden beroofd zijn van het voordeel van herstel bij een ongeval overkomen in de bedrijven waar zij werkzaam zijn.

Bijgevolg heeft België er belang bij door zijn voorbeeld deze landen aan te sporen zich aan te sluiten bij het te Genève gehuldigd beginsel, en derhalve een der eerste Staten te zijn om de Overeenkomst te bekrachtigen.

Dit is des te meer waar daar wij met Italië een der landen zijn die de meeste werkkrachten noodig hebben.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.

De Verslaggever,
A. CARNOY.